

# Du travail et de l'exploitation, À propos du livre d'Emmanuel Renault

Jean-Marie Harribey

Mars 2024

## **Jean-Marie Harribey, Résumé de « Du travail et de l'exploitation, À propos du livre d'Emmanuel Renault »**

Le Livre d'Emmanuel Renault *Abolir l'exploitation, Expériences, théories, stratégies* (La Découverte, 2023) propose une synthèse sur le concept d'exploitation, mais en débordant ce dernier du champ auquel l'avait circonscrit l'analyse de Marx. Pour l'auteur il s'agit d'articuler les rapports sociaux de classe, de sexe et de race dans une vision intersectionnelle capable de donner corps à une convergence des luttes contre les différentes dominations et injustices. Ce projet passe par un rejet de la théorie de la valeur de Marx et par la substitution de l'expérience de l'exploitation au concept tel qu'il avait été défini dans le cadre de cette théorie de la valeur. Cette problématique soulève des questions, tant théoriques que politiques. En particulier, s'il est nécessaire de théoriser et de combattre toutes les formes de domination et d'injustices, est-il bien certain que cela impliquerait de vider le rapport social capital/travail de son caractère structurant fondamental : produire de la valeur pour le capital, en même temps que domination et aliénation du travail ?

## **Jean-Marie Harribey, Abstract of « On Labour and Exploitation, About the book of Emmanuel Renault »**

Emmanuel Renault's book *Abolir l'exploitation, Expériences, théories, stratégies* (La Découverte, 2023) offers a synthesis on the concept of exploitation, but by going beyond the field to which Marx's analysis had limited it. For the author it is a question of articulating the social relations of class, gender and race in an intersectional vision capable of giving substance to a convergence of struggles against different dominations and injustices. This project involves a rejection of Marx's theory of value and the substitution of the experience of exploitation for the concept as it had been defined within the framework of this theory of value. This problem raises theoretical and political questions. In particular, if it is necessary to theorize and combat all forms of domination and injustice, is it certain that this would involve emptying the capital/labour social relationship of its fundamental structuring character : producing value for capital, at the same time as domination and alienation of labour ?

Jean-Marie Harribey est ancien professeur agrégé de sciences économiques et sociales et maître de conférences à l'Université de Bordeaux. Ancien co-président de l'association Attac, fondateur et directeur de la revue *Les Possibles*, et chroniqueur à *Politis*. Publications récentes : *La richesse, la valeur et l'inestimable* (Les Liens qui libèrent, 2013) ; *Le trou noir du capitalisme* (Le Bord de l'eau, 2020) ; *En finir avec le capitalovirus* (Dunod, 2021).

« Dans les sections sur la journée de travail et sur la machinerie, nous avons révélé dans quelles circonstances la classe ouvrière britannique a créé cette "augmentation grisante de la richesse et de la puissance" pour les classes possédantes. Toutefois, ce qui nous préoccupait alors principalement c'était le travailleur dans sa fonction sociale. Pour éclairer entièrement les lois de l'accumulation, il faut aussi envisager sa situation en dehors de l'atelier, l'état de sa nourriture et de son logement. »

Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, Paris, PUF, Quadrige, 1993, p. 733.

Le philosophe Emmanuel Renault, professeur à l'Université de Paris-Nanterre, a publié à l'automne dernier un nouveau livre *Abolir l'exploitation, Expériences, théories, stratégies* (Paris, La Découverte, 2023). Une telle problématique ne pouvait pas mieux tomber, en ces temps de capitalisme néolibéral triomphant bien qu'en crise profonde. Triomphant parce que les classes possédantes n'en peuvent plus de s'enrichir et d'accaparer toutes les ressources et potentialités planétaires, sans parler des projets d'accaparement extra-planétaires. En crise profonde parce que le travail, auquel le capitalisme a fait perdre tout sens, est tellement dégradé et dévalorisé que sa productivité est en panne sèche pendant que climat et biodiversité sont menacés sans doute irrémédiablement. En d'autres termes, l'exploitation du travail et celle de la nature atteignent des seuils limites. Quelle peut être alors l'ambition d'abolir tous les systèmes d'exploitation que subissent les humains au travail et hors du travail, particulièrement les femmes, et par voie de conséquence l'ensemble du vivant ? Ce questionnement fait suite pour l'auteur aux précédentes recherches qu'il avait menées de longue date sur la domination et la reconnaissance sociale<sup>1</sup>.

Emmanuel Renault entend produire ici une synthèse sur le concept d'exploitation et sa critique dont il salue le « retour ». L'ouvrage est bâti autour de trois parties qui se fixent pour buts d'analyser des expériences d'exploitation, les théories pour la comprendre et les stratégies pour y mettre fin, ainsi que l'annonce son sous-titre.

### **Pour découvrir l'exploitation**

Le premier intérêt de cet ouvrage réside dans le rappel que fait l'auteur de l'origine du concept d'exploitation. Contrairement à une opinion répandue, ce concept est antérieur à Marx. Dès la constitution de la classe ouvrière et dès les premières luttes de celle-ci, l'exploitation est « au cœur de la question sociale » (p. 29) et dont « le tranchant ne s'est pas émoussé » (p. 19) jusqu'à aujourd'hui. Et sa signification à l'époque moderne se trouve notamment chez Babeuf et Saint-Simon dans les années 1830. On pourrait même ajouter que si le concept n'est pas explicite chez Adam Smith, l'idée y est puisque profits et rentes, selon le philosophe écossais, viennent du travail. Ceci est un acquis de l'économie politique, nous y reviendrons.

L'une des premières questions discutées par Emmanuel Renault est de savoir si l'exploitation est un concept moral ou politique (p. 37 et suiv., et aussi p. 208). S'il s'agissait de décrire des rapports interindividuels dans lesquels un individu vit aux dépens d'un autre, la première option pourrait être retenue, mais s'il s'agit de décrire une situation institutionnelle ou des rapports sociaux, que ce soit ceux régissant la division sociale du travail ou ceux relevant de la division sexuelle des tâches, alors le concept est politique, tellement il porte en

---

<sup>1</sup> Notamment Emmanuel Renault, *Mépris social, Éthique et politique de la reconnaissance*, Bègles, Éd. du Passant, 2000, 2004 ; *L'expérience de l'injustice, Reconnaissance et clinique de l'injustice*, Paris, La Découverte, 2004. En complément de son ouvrage présenté ici, on pourra se reporter aussi à Emmanuel Renault, « Travail reproductif et exploitation : de Marx aux théories féministes de la reproduction », *Actuel Marx*, « Reproduction sociale », n° 70, 2<sup>e</sup> semestre 2021, p. 45-61.

lui un objectif analytique et un objectif stratégique. Mais, si la question est bien posée, c'est sur ce plan-là que l'affaire va se corser pour formuler des réponses.

Pour définir l'exploitation, Emmanuel Renault veut sortir de l'alternative travail non payé ou travail insuffisamment payé (p. 41-42). Il se tourne alors du côté de Marx pour critiquer sa théorie de la valeur, une idée qui courra tout au long de son livre, notamment dans sa deuxième partie, mais dont il donne les linéaments dès le début et dont on examinera la pertinence plus loin. Pour l'instant, selon Emmanuel Renault, Marx n'a pas une théorie des prix, il n'explique pas les différences de salaires, il ne peut mesurer le temps de travail intellectuel, et on ne peut déduire des prix monétaires de grandeurs non monétaires, c'est-à-dire le travail (p. 43). Si tel est le cas, on est donc placé, selon l'auteur, devant l'obligation de sortir d'une mesure économique de l'exploitation pour recourir à « l'expérience de l'exploitation ».

« La force critique du concept d'exploitation tient à la mise au jour du fait que l'appropriation du travail d'autrui définit une polarité sociale structurante et politiquement décisive entre classes exploitées et classes bénéficiaires de l'exploitation. C'est cette différence qualitative, et non la différence quantitative fixée par un critère de la rémunération exploitative<sup>2</sup>, qui est déterminante – d'autant qu'il existe des positions sociales qui ne sont ni celles des exploiters ni celles des exploités, ce que l'usage d'un tel critère conduirait à oublier. Dans le cas de l'exploitation patriarcale également, le critère de la rémunération juste semble importer moins que la différence qualitative entre exploiters et exploités. » (p. 47).

Cette hypothèse de la polarisation sociale qu'Emmanuel Renault dit puiser chez Erik Olin Wright<sup>3</sup> est plausible. Mais tient-elle en dehors d'une objectivation matérielle ? C'est instruire un faux procès contre Marx que de lui faire dire qu'il voyait l'exploitation de la force de travail comme un prélèvement de surtravail et donc de plus-value qui ne soit pas simultanément un prélèvement de pouvoir, de dignité, dont la possibilité reposait précisément sur une « position sociale » procurée notamment par la détention des moyens de production et donc de vivre.

En quoi les trois conditions de l'exploitation définies par Wright et reprises par Emmanuel Renault sont-elles un tournant méthodologique et épistémologique : le bien-être inversé (celui des exploiters dépend de la réduction de celui des exploités) ; l'exclusion des ressources productives dont il découle l'appropriation par les exploiters de l'effort de travail des exploités ? (p. 48). On est là devant l'un des problèmes autour duquel Emmanuel Renault tourne : qu'est-ce donc qu'une appropriation de l'effort de travail (p. 51) qui n'est pas un surtravail et celui-ci une survaleur ? Et, au final, qu'est-ce qu'une survaleur qui ne serait pas un morceau de valeur dont seule la théorie éponyme rend compte, qualitativement et quantitativement ? Aussi, peut-on identifier la méthode d'Emmanuel Renault comme suit : en termes théoriques, il part de Marx, puis il décèle de prétendues limites de Marx, et enfin il revient à Marx implicitement et parfois même explicitement. Mais « sans la théorie de la valeur », répète-t-il à de nombreuses reprises (p. 48, 195, 296). Nous en verrons de multiples exemples.

La distance avec la vision marxienne de l'exploitation serait justifiée selon lui parce que la dépossession des ressources productives ne serait pas toujours accompagnée d'exploitation – à l'instar des Amérindiens – par les nouveaux possesseurs (p. 50). Evidemment, puisqu'il

---

<sup>2</sup> Pour une raison qu'il n'explique pas, E. Renault utilise un vocabulaire qui peut étonner : l'adjectif exploitatif pour exploiteur, ou le participé passé expérimenté pour expérimenté. D'autre part, à l'heure actuelle, certains marxistes, pour traduire *mehrwert*, remplacent plus-value par survaleur ; cette discussion me paraît tellement surréaliste que je ne m'en occupe pas ici.

<sup>3</sup> Erik Olin Wright (1947-2019) était un sociologue américain, auteur notamment de *Utopies réelles* (La Découverte, 2017). Dans *Le trou noir du capitalisme, Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2020, j'ai suggéré que l'abandon de la théorie de la valeur conduisait Wright à préconiser un revenu universel, dont on ne savait plus d'où il pouvait venir.

s'agit de la réunion des conditions de l'accumulation primitive en Amérique. De même, les paysans chassés par les enclosures dans l'Angleterre préindustrielle ne furent pas plus exploités en tant que paysans, mais en tant qu'éventuels (eux ou leurs descendants) futurs prolétaires dans les manufactures et les usines.

À juste titre, Emmanuel Renault fait remarquer que, dans les sociétés où prévalent des rapports sociaux d'exploitation, être exploité est souvent préférable à ne pas l'être : « pour un ouvrier ou un employé, l'exploitation salariale est préférable au chômage » (p. 24, aussi p. 207), avant de nuancer car « le chômage facilite l'exploitation (par l'intermédiaire du chantage à l'emploi) » (p. 58). Un paradoxe apparaît alors aussitôt :

« Sur le plan de la stratégie politique, le précarat constitue dès lors une nouvelle classe potentiellement révolutionnaire, qui doit être distinguée du salariat exploité car elle est engagée dans l'invention d'un rapport post-capitaliste au travail, au-delà de la lutte contre l'exploitation » (p. 61),

avant de reconnaître :

« La question est alors de savoir si ce groupe social est une classe à part entière, qu'il faudrait distinguer du salariat exploité » [...] ou si au contraire l'expérience partagée de l'exploitation permet de rapprocher ces deux composantes des classes populaires ? Que le concept d'exploitation permette de poser ce genre de question est une preuve supplémentaire du fait qu'il ne peut pas être remplacé par celui de précarité » (p. 63).

Progressivement, Emmanuel Renault va rencontrer sur le chemin de l'exploitation l'origine du profit. Le profit provient-il – et ne provient-il que – de l'exploitation de la force de travail ? Non, répond Emmanuel Renault, la preuve est, dit-il, que Marx distinguait profit industriel et profit commercial (p. 69). Mais il oublie à cet endroit que chez Marx les deux sont issus de la plus-value, avant de se raviser : « le profit commercial repose sur une appropriation marchande d'une partie de la survalueur produite dans le processus de production, en d'autres termes d'une ponction sur le profit industriel » (p. 69), pour démentir cela un peu plus loin (p. 188 et 194).

Mais l'auteur cherche dans les transformations actuelles du capitalisme des raisons justifiant de considérer le profit comme provenant d'une « extraction d'informations » et non d'une « exploitation du travail » (p. 70). Toutefois, le travail numérique

« permet de spécifier l'une des métamorphoses contemporaines de l'exploitation capitaliste. On peut la concevoir comme un retour de l'exploitation du travail à la pièce et du travail sous-payé, voire comme un retour à l'esclavage tant le travail de plateforme est peu protégé juridiquement » (p. 70).

Avant d'effectuer un nouveau retournement pour donner raison à Hardt et Negri :

« Mais si l'on abandonne l'idée suivant laquelle l'exploitation, qu'il s'agisse d'exploitation du travail ou de la coopération, est l'origine du profit, la légitimité d'une telle extension du concept d'exploitation cesse d'aller de soi. En effet, on peut alors décrire ces phénomènes d'expropriation des communs donnant lieu à extraction de revenus comme relevant des logiques propres à un capitalisme rentier (ou prélevant un loyer sur l'usage des infrastructures privatisées des différents formes de coopération) plutôt qu'à celles d'un capitalisme exploiteur. » (p. 72-73).

Croire que les rentes ne sont pas une part de la valeur ajoutée par le travail, n'est-ce pas revenir à l'avant-économie politique, à l'avant-Adam Smith, *a fortiori* à l'avant-Marx, c'est-à-dire à n'avoir pas de théorie de l'exploitation ?

### **Une théorie de l'exploitation sans théorie de la valeur ?**

Nous avons déjà souligné qu'Emmanuel Renault situe les prémices du concept d'exploitation chez Babeuf et les Saint-Simoniens. Mais il s'attelle dans deux chapitres

successifs au gros morceau de l'affaire qui est la théorie de l'exploitation de Marx, elle-même fondée sur sa théorie de la valeur, celle de la dénommée valeur-travail<sup>4</sup>.

On trouve alors chez Emmanuel Renault une série d'affirmations qui prétendent être démonstratives mais qui ne le sont peut-être pas, quand bien même l'auteur fasse preuve d'un grand éclectisme. Il commence par rappeler la différence marxienne entre le « travail nécessaire » (à la reconstitution de la force de travail) et le « surtravail » (dont la valeur sera la survaleur ou plus-value). La surprise est alors que : « Le fait que la définition générale de l'exploitation soit l'appropriation du surtravail d'autrui signifie qu'au niveau le plus général elle est indépendante de la théorie de la valeur » (p. 117), au motif qu'il existe dans le féodalisme et l'esclavage prélèvement de surtravail. Or, Marx a justement toujours insisté là-dessus. Et Emmanuel Renault confirme indirectement la vision socio-économico-politico-historique de celui qu'il conteste :

« Pour résumer, la théorie marxienne de l'exploitation capitaliste combine une théorie économique de l'origine du profit (articulation surtravail/survaleur/profit), une théorie sociologique de la reproduction d'une inégalité structurelle (dans la possession des moyens de production) qui est à la source d'un rapport de classes et une théorie socioéconomique de l'unité de différents vecteurs de domination des classes dominées. » (p. 160).

Si l'exploitation est « indépendante de la théorie de la valeur », alors pourquoi se pencher sur « la valeur comme problème » (p. 161) ? Parce que Marx se serait trompé dans le premier chapitre du *Capital* en postulant que les valeurs d'usage sont incommensurables entre elles, « alors que l'économie néoclassique a montré qu'un raisonnement en termes d'utilité marginale permet de les rendre commensurables » (p. 162). On est en pleine « robinsonnade »<sup>5</sup>, d'abord parce que si les néoclassiques avaient raison, on n'aurait affaire qu'à des individus rationnels sans cadre social, ensuite parce l'utilité ne se mesure pas. Le rapport entre les utilités marginales de deux biens – appelé taux marginal de substitution entre eux dans la littérature économique standard – ne peut donc donner le rapport entre les prix. Au mieux, à l'inverse, du rapport entre deux prix de marchandises on pourrait en déduire le rapport de leurs utilités marginales – à ceci près qu'on quitterait le domaine qualitatif pour le quantitatif ici dépourvu de sens –, qui découlerait donc de l'échange et non pas qui le fonderait. Le raisonnement en termes de classement des préférences n'est pas davantage démonstratif. Donc la théorie néoclassique, censée réfuter la théorie de Marx selon Emmanuel Renault, ne peut pas surmonter le dilemme suivant : en termes de préférences (utilité ordinale) et de classement de celles-ci, on ne peut effectuer aucune comparaison interpersonnelle ni additionner les préférences individuelles pour estimer une préférence collective ; et en termes quantitatifs (utilité cardinale), on se heurte à l'impossibilité de mesurer l'utilité.

Ce n'est pas tout : Emmanuel Renault hésite entre l'idée que « les machines transmettent de manière constante leur valeur aux marchandises produites (en tant que "capital constant") » (p. 166) et la notion de facteurs de production – en vigueur depuis Jean-Baptiste Say chez les néoclassiques –, avec, parmi ces facteurs, le capital, qui doit être rémunéré (p. 162 et 270) car « le travail n'est pas le seul facteur de production » (p. 270)<sup>6</sup>. Quand bien même le capital

<sup>4</sup> Je mets un trait d'union à « valeur-travail », ce que ne fait pas Emmanuel Renault. J'en ai expliqué les raisons ailleurs, notamment pour distinguer cette théorie de celle de la « valeur travail » (sans trait d'union) au sens philosophique.

<sup>5</sup> Selon le mot de Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 87.

<sup>6</sup> Puisque Marx ne réussit pas à convaincre Emmanuel Renault, il devrait s'arrêter quelques secondes au passage de la *Théorie générale* de Keynes dans lequel celui-ci écrit (Payot, 1969, p. 223), récusant ainsi la croyance néoclassique : « Au lieu de dire du capital qu'il est productif il vaut beaucoup mieux en dire qu'il fournit au cours de son existence un rendement supérieur à son coût originel. [...] Nos préférences vont par conséquent à la doctrine pré-classique que c'est le travail qui produit toute chose, avec l'aide de l'art comme on disait autrefois ou de la technique comme on dit maintenant, avec l'aide des ressources naturelles, qui sont libres ou grevées d'une rente selon qu'elles sont abondantes ou rares, avec l'aide enfin des résultats passés incorporés dans les biens capitaux, qui eux aussi rapportent un prix variable selon leur rareté ou leur abondance. Il est préférable de

devrait être rémunéré – admettons-le juste un instant –, ce n'est pas du tout une preuve qu'il est productif de valeur. Sinon, toute velléité de cerner l'exploitation de la force de travail s'évanouirait, sauf à valider les notions de salaire « normal » pour un salarié bien payé et de salaire « anormal » pour un salarié mal payé. Ou bien il faudrait penser que « l'exploitation de la force de travail n'est pas la seule source possible de profit » à l'échelle microéconomique (p. 66, aussi p. 294-295), grâce à la baisse des coûts de matières premières ou à la baisse des salaires. Ce faisant, Emmanuel Renault ne confond-il pas source du profit et occasions où le rapport des forces entre capital et travail ou entre fractions du capital se modifie ? Marx évite cet écueil quand il parle de plus-value extra, notamment lors d'une amélioration technique qui met le capitaliste innovateur en meilleure position sur le marché, idée que reprendra à peu près Schumpeter<sup>7</sup>. Au lieu de voir le capital comme une chose ou un ensemble de choses qui « méritent » rémunération, il faut le voir comme un rapport social, sous peine de fétichisme au sens de Marx. C'est ainsi que l'on peut comprendre pourquoi le travail vivant reste central dans une perspective théorique et politique<sup>8</sup>.

Outre les remarques précédentes, il y a au moins quatre thèmes, qu'Emmanuel Renault considère comme rédhitoires à l'encontre de la théorie de la valeur de Marx, qui ont fait à notre époque l'objet de reconsidérations importantes par des chercheurs se référant à Marx mais rejetant la vision traditionnelle du marxisme.

Le premier d'entre eux concerne la réduction du travail complexe en un multiple du travail simple que Marx considérerait comme une voie pour expliquer les différences de salaire. Or ce point est très fragile chez Marx et Emmanuel Renault est en droit de le souligner (p. 43). Mais il n'en donne pas les véritables raisons. En effet, l'argument de Marx est de comparer les coûts de reproduction des forces de travail complexe et simple, dont l'écart expliquerait le multiple de valeur *créée* par l'une par rapport à l'autre. Or ceci va à l'encontre du concept marxien de travail abstrait validé sur le marché, c'est-à-dire débarrassé des caractéristiques du travail concret. De plus, il est frappant que cette thèse du travail complexe multiple du travail simple connaisse sa version néoclassique avec le « capital humain »<sup>9</sup>. On peut donc soutenir qu'une heure de travail *abstrait* crée la même valeur qu'une autre heure de travail *abstrait*. Aussi, les inégalités de salaires tiennent davantage à la position sociale au sein de la division du travail qu'à la valeur du panier de marchandises acheté par le salaire. C'est l'occasion pour nous de pointer le fait que Marx a deux conceptions du salaire entre lesquelles il choisit selon

considérer le travail, y compris bien entendu les services personnels de l'entrepreneur et de ses assistants, comme le seul facteur de production ; la technique, les ressources naturelles, l'équipement et la demande effective constituant le cadre déterminé où ce facteur opère. »

<sup>7</sup> J'ai détaillé les différentes manières de confondre les justifications du profit avec la source de celui-ci dans Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'ineffable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013, p. 146-154, ou <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/livre-richeesse-entier.pdf>, p. 87-92.

<sup>8</sup> Dans « La centralité du travail vivant », *Les Possibles*, n° 14, Été 2017, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/centralite-travail-vivant.pdf>, nous approuvons la perspective tracée par Emmanuel Renault dans « Comment Marx se réfère-t-il au travail et à la domination ? », *Actuel Marx*, n° 49, 1<sup>er</sup> semestre 2011, p. 16-31, et dans « Héritages et actualité de la critique immanente du travail », in Alexis Cukier (dir.), *Travail vivant et théorie critique. Affects, pouvoir et critique du travail*, Paris, PUF, 2017, p. 59-84, dans lequel il écrivait : « L'approche du travail est fondée sur trois grandes thèses communes. La première est que le travail n'est pas une activité sociale comme une autre et qu'il est trop central dans nos existences pour que son organisation soit abandonnée aux capitalistes, aux experts ou aux aléas du marché et de la concurrence. La seconde est que cette activité sociale n'est pas normativement neutre, mais chargée d'enjeux normatifs spécifiques. La troisième est que le travail est un enjeu politique décisif sur le plan stratégique aussi bien que programmatique. » (p. 64).

<sup>9</sup> Pour une critique, voir Édouard Poulain, « Le capital humain, d'une conception substantielle à un modèle représentationnel », *Revue économique*, vol. 52, n° 1, janvier 2001, p. 91-116 ; Alain Mounier, « Capital humain et croissance, Développement des connaissances ou appauvrissement de la pensée ? », in Dockès P., *Ordre et désordres dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002, p. 359-387.

qu'il raisonne à court ou long terme, dans une vision historique ou abstraite, sans qu'on puisse établir avec certitude qu'elles puissent s'articuler : le salaire comme valeur du panier de subsistance et le salaire comme un résultat du rapport de force avec le capital<sup>10</sup>.

Le deuxième thème qui mérite d'être revisité est celui dit de la transformation des valeurs en prix de production, qui a été, pendant un siècle et demi, l'objet de discussions et de controverses sans fin. Emmanuel Renault ne fait que l'évoquer en quelques lignes pour dire qu'il vient à charge contre Marx. Nous n'entrerons pas plus que lui ici dans les détails techniques de cette question mais sa résolution a aujourd'hui beaucoup avancé sinon été achevée. Les travaux de Vincent Laure van Bambeke, en partant de ceux de Gérard Duménil, de Duncan Foley (*Single-system labour theory of value, SSLTV*) et de Alan Freeman et Andrew Kliman (*Temporal single-system interpretation, TSSI*), et en alliant la prise en compte du capital fixe, la constitution d'un taux moyen de profit et la réallocation du capital entre les branches, ensemble repris par Norbert Ankeri et Païkan Marcaggi, confirment qu'à l'échelle macroéconomique<sup>11</sup> les intuitions de Marx sont validées : tout le profit vient – et ne vient que – du travail vivant<sup>12</sup>. La condition pour que ces reformulations actuelles soient pertinentes est ainsi formulée par Laure van Bambeke et par nous-même : la transformation des valeurs en prix ne consiste pas à établir l'égalité entre des quantités physiques de travail exprimées en heures et des prix monétaires, mais l'égalité entre l'équivalent monétaire des quantités de travail et les prix de production, par définition monétaires. Ce qui nous amène pour terminer ce point à dire que la grande absente de la critique d'Emmanuel Renault envers la théorie de la valeur-travail est la monnaie. Là aussi, des travaux contemporains rétablissent que la théorie de la valeur de Marx est inséparable de celle de la monnaie<sup>13</sup>.

Le capitalisme étant une économie monétaire, le travail mis en œuvre par le capital pour créer de la valeur doit être validé socialement par la vente des marchandises ; c'est le fameux « saut périlleux »<sup>14</sup> de la marchandise qui doit être réussi. Cette validation sociale est l'élément clé du dispositif théorique de Marx pour définir le travail productif de valeur. Mais qu'en est-il du travail effectué dans les services monétaires non marchands (par exemple dans l'éducation publique ou à l'hôpital public) ? C'est le troisième thème qu'évoque rapidement Emmanuel Renault, mais qu'il faut examiner plus à fond car il fait partie de ceux que le débat théorique actuel a totalement renouvelés. Toute la tradition marxiste est malheureusement restée fidèle à la conception du travail productif formalisée par Adam Smith : est productif le

<sup>10</sup> Voir Jean-Marie Harribey, « Éléments pour une théorie marxienne de l'égalité économique : Théorie de la valeur-travail et répartition des revenus », Colloque « Actuel Marx aujourd'hui : fondements et critiques de l'économie politique », Paris, 27 au 28 novembre 1997, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/egalite.pdf>, repris dans *La richesse, la valeur et l'inestimable, op. cit.*, p. 405-424, ou <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/livre-richeesse-entier.pdf>, p. 248-259.

<sup>11</sup> Contrairement à ce qu'affirme Emmanuel Renault dans une note (p. 15), le concept d'exploitation n'est pas un concept microéconomique puisqu'il se rapporte d'emblée aux rapports sociaux de production.

<sup>12</sup> Vincent Laure van Bambeke, *La valeur du travail humain, Essai sur la refondation de l'expression monétaire de la valeur-travail*, Paris, L'Harmattan, 2021 ; recension dans Jean-Marie Harribey, « La théorie de la valeur-travail à nouveau reformulée par Vincent Laure van Bambeke », *Revue d'histoire de la pensée économique*, 2022, 2, n° 14, p. 285-299, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/recension-laure-van-bambeke.pdf>. Norbert Ankeri et Païkan Marcaggi, « Des égalités fondamentales de Marx à la résolution du problème de la transformation, Cohérence du modèle », Document de travail soumis, 31 janvier 2022, HAL, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03458603v2/document>. On pourrait ajouter que la confirmation de l'origine du profit dans le travail vivant se trouve aussi dans les modèles, bien qu'imparfaits, de Sraffa ou de Morishima ou d'Okishio.

<sup>13</sup> Parmi les plus récents, Laurent Baronian, *Money and Capital, A critique of Monetary Thought, the Dollar and Post-Capitalism*, Oxon, New York, Routledge Frontiers of Political Economy, 2023 ; recension dans Jean-Marie Harribey, « L'argent et le capital de Laurent Baronian », *Contretemps*, 6 octobre 2023, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/livre-baronian.pdf>. Ces travaux s'inscrivent dans la lignée de Suzanne de Brunhoff, *La monnaie chez Marx*, Paris, Éditions sociales, 1967, 3e éd. 1976.

<sup>14</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, *op. cit.* p. 120.

travail « qui ajoute à la valeur de l'objet sur lequel il s'exerce »<sup>15</sup>, à laquelle Marx apporte une précision qui n'est pas anodine : une valeur destinée à accroître le capital. Or, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, grâce aux luttes sociales, s'est développée une sphère monétaire non marchande, donc non soumise à l'exigence de valorisation du capital. La production monétaire mais non marchande n'est certes pas une production de valeur et de plus-value pour le capital. Mais c'est une production de valeur au plein sens économique qui s'ajoute à la production marchande et qui ne lui est donc pas soustraite. Seules les ressources humaines et matérielles nécessaires à cette production sont soustraites à l'appétit du capital et ne peuvent servir à le valoriser (le mettre « en valeur »). Cela est rendu possible par la validation politique, et non pas via le marché, de faire produire du soin non marchand, de l'éducation non marchande, etc.<sup>16</sup> Enfin, une raison logique incontournable s'oppose à la vision marxiste traditionnelle d'un prélèvement sur la plus-value : puisque la production monétaire non marchande s'ajoute à la production marchande, comment imaginer un prélèvement sur une base qui devrait résulter en partie de ce prélèvement ? Dès lors, les impôts et cotisations ne sont pas prélevés sur le produit marchand mais *sur le produit total déjà augmenté du produit non marchand*. Ils sont le paiement *ex post* (et non le financement *ex ante*) de « suppléments obligatoires » que constitue la valeur ajoutée monétaire non marchande. Malheureusement, Emmanuel Renault ne dit rien du contenu de cette discussion ; il se contente d'un brève note de bas de page, sans aucune référence, alors que cette thèse critique que nous avons soutenue, tant par rapport au marxisme traditionnel que par rapport à la théorie néoclassique, a fait l'objet de multiples discussions depuis près de vingt-cinq ans et qui ont maintenant un peu dépassé le cercle étroit des économistes marxisants<sup>17</sup>.

Le quatrième thème qu'il est important de relever parce qu'il est présenté par Emmanuel Renault comme s'inscrivant en faux contre la théorie de la valeur de Marx concerne la crise écologique. Selon lui,

« Il est devenu incontestable que l'accumulation du capital n'est pas fondée seulement sur l'exploitation du travail mais aussi sur la dépossession et la privatisation, sur l'extraction des ressources naturelles et informationnelles. » (p. 8-9, aussi p. 73).

« Comme Marx l'avait déjà souligné, la logique générale du mode de production capitaliste est celle d'une réduction de la nature et du travail à des sources de profit. L'appropriation capitaliste de la nature et l'exploitation capitaliste du travail sont deux choses différentes, de sorte qu'il est légitime qu'elles soient critiquées indépendamment. Elles doivent cependant être critiquées conjointement pour être combattues efficacement. » (p. 10).

« Compte tenu de l'importance et de l'urgence des défis à relever, on peut en venir à considérer que la conception classique de l'exploitation doit être radicalement reformulée afin que le concept d'exploitation ne serve plus seulement à critiquer l'exploitation du travail, mais aussi celle de la nature. » (p. 74).

Essayons d'examiner ces trois extraits. Le premier renvoie à l'origine du profit que nous avons examinée plus haut et sur lequel Emmanuel Renault peine à convaincre. Sur le

<sup>15</sup> Adam, Smith *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 1991, tome I, p. 417.

<sup>16</sup> Présentation synthétique de cette thèse dans Jean-Marie Harribey, « Dans les services monétaires non marchands, le travail est productif de valeur », *La Nouvelle Revue du Travail*, n° 15, 2019, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/travail-productif-nrt.pdf>. Ce texte fait la synthèse des discussions que j'ai eues avec Jacques Bidet (2002, quelques années plus tard, notamment en 2018, celui-ci émet un jugement plus nuancé), Patrick Dieuaide (2002), Antoine Artous (2013, 2014), Gérard Duménil (2015), Bernard Friot (2015), Michel Zerbato (2016), Christophe Darmangeat (2016), Michel Husson (2017), Clément Carbonnier (2021). Toutes les références sont sur mon site <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/index-valeur.html>.

<sup>17</sup> Voir Nicolas Carnot et Étienne Debauche, « Dans quelle mesure les administrations publiques contribuent-elles à la production nationale ? », Insee, 3 décembre 2021, <https://blog.insee.fr/dans-quelle-mesure-les-administrations-publiques-contribuent-elles-a-la-production-nationale>. Commentaire dans Jean-Marie Harribey, « L'Insee remet les pendules à l'heure sur le travail des fonctionnaires », 21 décembre 2021, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/mise-au-point-insee.pdf>.

deuxième, disons qu'il n'y a pas d'extraction de ressources sans mise en œuvre du travail ; autrement dit, sans l'exploitation de la force de travail, il ne pourrait y avoir exploitation de la nature, et sans celle-ci, la première n'aurait pas de support matériel. Sinon, c'est attribuer à la nature une valeur économique intrinsèque qu'il suffirait de s'approprier pour la cueillir<sup>18</sup>. Il faut rappeler que Marx distinguait richesse et valeur et expliquait que « la véritable richesse constituait en valeurs d'usage, c'est-à-dire la production de biens et services utiles, au-delà de leur forme capitaliste. Il s'ensuit que la nature, qui contribue à la production de valeurs d'usage, est autant une source de richesse que le travail<sup>19</sup>, mais pas de valeur, ainsi que l'a répété à de nombreuses reprises Marx :

« La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la valeur du blé »<sup>20</sup>.

Autrement dit, peut-on soutenir que Marx se soit rendu coupable de négligence ou d'approximation, voire d'aveuglement, au sujet de l'exploitation du travail de reproduction qui nécessiterait de concevoir un concept plus global que celui d'extorsion de la plus-value ? Nous ne le pensons pas car le projet de Marx dans *Le Capital* est d'abord de dresser l'idéal-type du capitalisme pour lequel la production de plus-value est sa fin ultime et son moyen. Au contraire, en ignorant la distinction entre production de valeur d'usage et production de valeur, c'est toute une tradition philosophique et socio-économique remontant à Aristote et remise à l'honneur par l'économie politique et par Marx qui est oubliée. La théorie de la valeur de Marx en est le point d'orgue et nombre de travaux contemporains en ont repris le fil<sup>21</sup>. Refonder une théorie de l'exploitation en dehors de la théorie de la valeur était-il nécessaire à Emmanuel Renault pour prendre en considération le travail domestique et donc la question féministe ?

## L'enjeu de la question féministe

Pendant longtemps, la tradition marxiste a considéré que le travail domestique effectué gratuitement, presque toujours par les femmes, était une façon pour le capitalisme d'économiser du capital. En participant à la reconstitution de la force de travail sans frais, le travail des femmes, bien que non productif de valeur et de plus-value, favorisait cette production. L'exploitation des femmes n'était alors qu'un sous-produit de l'exploitation des travailleurs. Ainsi, pour conceptualiser le travail accompli par les femmes dans la sphère domestique, on ne dispose pas d'un concept équivalent à la plus-value de Marx. Et ce concept n'est pas applicable au travail domestique. Sauf au second degré : le travail domestique ne produit pas de valeur marchande susceptible de valoriser le capital, mais le capitalisme bénéficie indirectement du fait que le travail domestique soit effectué gratuitement. Il participe ainsi à la reconstitution de la force de travail salariée. C'est en gros ce que disait l'analyse marxiste traditionnelle.

<sup>18</sup> J'ai proposé une critique dans *La richesse, la valeur et l'instimable*, *op. cit.*

<sup>19</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 567.

<sup>20</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, 1894, Paris, Éd. sociales, 1976, p. 739.

<sup>21</sup> Citons notamment les travaux déjà un peu anciens d'Elmar Alvater, Paul Burkett, John Bellamy Foster, de moi-même, sans oublier l'André Gorz des années 1970, ou plus récents de Jason Moore, Andreas Malm, Kohei Saito. Parmi les ouvrages pédagogiques, citons aussi Ali Douai et Gaël Plumecocq, *L'économie écologique*, Paris, La Découverte, 2017, dont le dernier chapitre précise clairement que la dénommée économie écologique, qui est à mi-chemin de la théorie néoclassique de l'environnement et de la critique de l'économie politique, ne comprend pas le capitalisme et sa crise écologique car elle n'a pas de théorie de la valeur.

Depuis les années 1970 tout un courant féministe matérialiste a entrepris de reconsidérer complètement cette vision<sup>22</sup>. Ce courant part d'une critique du travail pour y englober les tâches relevant de rapports sociaux de sexe qui sont des rapports de production et d'exploitation irréductibles au capitalisme. Christine Delphy est allée encore plus loin en proposant une « théorie générale de l'exploitation » pour analyser les « différentes formes d'extorsion de travail aujourd'hui » qui ne se résument pas à l'exploitation capitaliste, pour conclure que le concept de plus-value n'est pas capable de rendre compte en même temps de l'exploitation capitaliste et de l'exploitation patriarcale. Or, il n'a jamais prétendu l'être<sup>23</sup>. Emmanuel Renault formule ainsi la problématique :

« Les théories féministes de l'exploitation partagent donc avec les conceptions de l'exploitation que nous avons considérées jusqu'à présent 1) une définition de l'exploitation comme travail insuffisamment rémunéré, 2) le lien explicatif circulaire entre exploitation d'une part et injustice et domination structurelles d'autre part, et 3) une fonction politique relevant à la fois de la politisation de l'expérience et de la réflexion stratégique. » (p. 172).

À propos du premier point, nous avons déjà indiqué plus haut que la définition de l'exploitation par un travail sous-payé ne répondait pas à la caractéristique structurelle principale du rapport social capitaliste. Le deuxième opère un changement de perspective que l'auteur précise ainsi :

« Le facteur principal de l'exploitation n'est plus l'accaparement des ressources productives, qui permet de s'approprier sans contrepartie un surtravail, mais les statuts sociaux faisant obstacle à une reconnaissance de la réalité et de la quantité des efforts consentis, et de la fonction sociale du travail réalisé. » (p. 186).

S'il en est ainsi, selon Emmanuel Renault, c'est en bonne partie parce que

« si Marx a souligné l'importance pour le capitalisme du travail non productif des salariés des secteurs commercial et bancaire, il n'a pas analysé l'importance tout aussi décisive, sinon plus, du travail "non productif" rendant possible la reproduction de la force de travail. » (p. 188).

De notre point de vue, ce reproche ne tient que si l'on oublie quel est le champ étudié par la théorie de la valeur. Ce que cherche à faire Marx n'est pas de nier le travail producteur, dans la sphère domestique, de valeurs d'usage servant à la reproduction de la force de travail, c'est d'isoler le travail producteur de valeur à des fins d'accumulation. On peut certes lui contester le fait que cela oblige à ranger le travail domestique comme une économie de dépenses pour le capital et donc comme une source indirecte d'accumulation. Mais c'est un parti pris théorique d'analyser le modèle pur du capitalisme et non un mépris pour le travail domestique. Et nous pensons qu'Emmanuel Renault a tort de dire que Marx interprète ces tâches de « reproduction » comme une « activité de consommation » (p. 189), au lieu de les voir comme un travail. Nous pensons que, pour Marx, il s'agit d'un travail producteur de valeurs d'usage mais pas de valeur au sens capitaliste du terme.

<sup>22</sup> En France, voir notamment Elsa Galerand et Danièle Kergoat, « Les apports de la sociologie du genre à la critique du travail », *La Nouvelle Revue du travail*, n° 4, 2014, <http://journals.openedition.org/nrt/1533> ; Christine Delphy, *L'ennemi principal*, tome 1, Paris, Syllepse, 1998 ; *Pour une théorie générale de l'exploitation des différentes formes d'extorsion de travail aujourd'hui*, Paris, Syllepse, 2015. Voir également Silvia Federici, « Wages against housework », 1974, <https://warwick.ac.uk/fac/arts/english/currentstudents/postgraduate/masters/modules/femlit/04-federici.pdf>.

<sup>23</sup> Je renvoie à Jean-Marie Harribey, « Le genre des choses et les choses de genre », *Les Possibles*, n° 16, printemps 2018, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/genre-choses.pdf>, qui présente l'examen critique que j'ai fait de la proposition de Christine Delphy de construire une « théorie générale de l'exploitation » pour analyser les « différentes formes d'extorsion de travail aujourd'hui » qui ne se résument pas à l'exploitation capitaliste. La discussion des thèses de *L'ennemi principal* est abondante : voir par exemple Clémentine Autain, Sylvie Chaperon et Étienne Balibar qui signent trois articles, suivis d'une réponse de Christine Delphy « Autour du livre de Christine Delphy *L'ennemi principal* », *Travail, genre et sociétés*, 2000/2, n° 4, p. 157-200, <https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2000-2-page-157.htm> ; Françoise Armengaud, « Christine Delphy : "Penser le genre", Note de lecture », *Nouvelles questions féminines*, 2002/1, n° 21, p. 126-133, <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2002-1-page-126.htm>.

Emmanuel Renault prend soin de distinguer à l'intérieur du féminisme la thèse de l'exploitation du travail reproductif (plutôt proche de la vision de Marx) et celle de l'exploitation de type patriarcal. Dans le premier cas, l'exploitation domestique est reliée à l'exploitation capitaliste ; dans le second, les deux formes sont plutôt indépendantes. Très certainement, la distinction entre ces deux conceptions de l'exploitation (l'une réduite, l'autre plus étendue) renvoie à la conception retenue du travail lui-même selon qu'il englobe le seul travail productif de valeur ou aussi le travail de reproduction sociale<sup>24</sup>, ce dernier pouvant être défini comme simplement reproducteur de la force de travail ou reproducteur de toutes les fonctions sociales (certains diraient sociétales). Dans ce second cas, l'exploitation n'est plus définie par la dynamique économique de l'accumulation du capital, mais par la production et la reproduction de toutes les tâches dans la société. Il s'ensuit alors que c'est tout le travail qu'il faut analyser ; faut-il en conclure que tout est travail<sup>25</sup> ? À juste titre, Cinzia Arruzza fait remarquer que « si "production" réfère à "production de valeur", alors tout procès de production est en même temps, *en un sens*, un procès de reproduction, mais le contraire n'est pas vrai »<sup>26</sup>.

Cherchant à voir la complémentarité entre les deux approches ci-dessus, et en explorant la possibilité d'élargir le concept de reproduction à l'ensemble des conditions de la vie en société jusqu'au « travail du *care* » (p. 185, 193), Emmanuel Renault revient à l'idée que

« la source du profit s'explique par l'achat de la force de travail en deçà de sa valeur, notamment parce que le travail domestique nécessaire à sa reproduction est sous-rémunéré, plutôt que par l'appropriation capitaliste d'un surtravail générateur d'une survaleur. [...] Si l'argument essentiel consiste à souligner qu'une meilleure rémunération de ce travail de reproduction impliquerait une baisse du profit capitaliste, alors le détour par la théorie de la valeur est superflu. En effet, il est évident qu'une augmentation du salaire (qu'il s'agisse du salaire familial, de celui des femmes soumises à la double journée de travail, ou d'un "salaire au travail ménager") impliquerait une baisse du taux de profit. Ce constat suffit à conférer à la revendication du "salaire au travail ménager" la portée anticapitaliste qui est la sienne dans la première théorie féministe de la reproduction sociale – même s'il est également vrai que le capitalisme a survécu à des hausses de salaires importantes, lors de la période fordiste. Qui plus est, pour justifier le paiement d'un salaire pour le travail domestique, il n'est pas nécessaire de montrer qu'il est producteur de valeur. Pourquoi ne pas se contenter d'indiquer qu'il remplit une fonction sociale fondamentale méritant d'être rémunérée en proportion de son utilité – ce type d'argument fonde notamment les luttes des salariés des services publics pour de meilleurs salaires. » (p. 194-195).

Nous citons longuement ce passage parce que, selon nous, il contient un condensé de l'impossibilité d'une théorie de l'exploitation sans théorie de la valeur. D'où viendrait « le salaire au travail ménager » ? Il n'y a que deux possibilités<sup>27</sup>. Soit il s'agirait d'un transfert de *valeur* produite ailleurs, soit il s'agirait d'une *valeur* nouvellement créée, qui supposerait une validation sociale du même type que celle proposée plus haut au sujet des services non

<sup>24</sup> Une discussion très importante partage les théories féministes. Pour un aperçu des positions et de leurs enjeux théoriques et politiques, voir le dossier d'*Actuel Marx*, « Reproduction sociale », n° 70, 2<sup>e</sup> semestre 2021, notamment les articles d'Étienne Balibar, « Reproduction : une généalogie », p. 12-29 ; Cinzia Arruzza, « Le féminisme de la reproduction sociale et ses critiques », p. 30-44.

<sup>25</sup> C'est la thèse vers laquelle semble tendre Maud Simonet, *L'imposture du travail, Désandrocentrer le travail pour l'émanciper*, Paris, 10/18, 2024. Pour asseoir l'idée d'un travail associé à toutes les tâches, y compris celles dites « hors-travail », l'auteure récuse qu'elles soient effectuées au titre de l'amour, de la passion, du bénévolat, du devoir..., car est produite « de la valeur (économique) au nom des valeurs (sociales) » (p. 44, 63, 90).

<sup>26</sup> Cinzia Arruzza, « Le féminisme de la reproduction sociale et ses critiques », *op. cit.*, p. 35.

<sup>27</sup> Pour une synthèse récente du débat sur le salaire au travail ménager, voir Fanny Gallot et Maud Simonet, « Introduction du dossier "Controverse : Rémunérer le travail domestique : une stratégie féministe ?" », *Travail, genre et sociétés*, 2021, 2 (46), p. 173-177, <https://hal.science/hal-03454824>. Ainsi que Silvia Federici, « Le "salaire au travail ménager", Retour sur une revendication politique mal comprise », *Travail, genre et sociétés*, 2021, 2 (46), p. 179-154, <https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2021-2-page-179.htm>.

marchands. Emmanuel Renault ne se place dans aucun de ces deux cas (le second pourrait ressembler à sa formule de rémunération « en proportion de son utilité », sauf que celle-ci ne se mesure pas). La théorie de la valeur de Marx prend ici toute sa valeur, si l'on peut dire, car il n'y a pas de valeur intrinsèque contenue *a priori* dans un produit matériel ou immatériel, qu'il vienne du travail – salarié ou domestique – ou de la nature, indépendamment d'une validation sociale, qu'elle soit par le marché ou par décision politique. Pour le dire simplement, distribuer de la valeur monétaire sans comprendre d'où vient la valeur ainsi distribuée est une voie sans issue théorique ou stratégique.

Alors pourquoi une telle direction de recherche ? Pour Emmanuel Renault, puisqu'il n'y a plus de théorie de la valeur qui tienne, il convient de « modifier profondément la conception de l'exploitation, l'analyse de ses facteurs explicatifs et les stratégies politiques associées à sa critique » (p. 199) et c'est ce qu'ont contribué à faire, écrit-il, les théories féministes, en application des trois critères les plus pertinents : « le principe du bien-être inversé, le principe de l'exclusion des ressources productives et le principe d'appropriation des efforts de travail » (p. 199). L'auteur précise que ces trois critères s'appliquent bien sûr au modèle d'exploitation capitaliste, mais

« Le contenu d'expérience des théories de la reproduction sera d'autant plus grand qu'elles seront interprétées non pas tant comme des théories de la réduction de l'exploitation du travail domestique à l'exploitation capitaliste, qu'en tant que théories de l'imbrication des modalités capitalistes et patriarcales de l'exploitation. [...] [Cela] revient à donner à la théorisation de l'exploitation qu'aux luttes contre l'exploitation une orientation intersectionnelle. » (p. 198).

## De l'expérience à l'intersectionnalité ?

C'est la troisième partie du livre d'Emmanuel Renault qui donne la problématique la plus personnelle de l'auteur. Il est, selon lui,

« décisif que le concept d'exploitation conserve sa double fonction d'expression et de politisation de l'expérience. [...] Nous partirons du principe qu'un critère de pertinence de ces théories est la prise en compte conjointe et aussi adéquate que possible d'un aussi grand nombre que possible d'expériences de l'exploitation, saisies dans un aussi grand nombre que possible de leurs dimensions et de leurs descriptions » (p. 208-209).

Quels sont les facteurs d'exploitation qui vont jouer tant dans l'exploitation capitaliste que dans l'exploitation patriarcale ? Emmanuel Renault en analyse deux : la domination et l'injustice.

La domination relève à la fois « de l'échelle microsociale des rapports interindividuels au sein des hiérarchies internes aux lieux de travail et à l'entité conjugale, et d'autre part, de l'échelle macrosociale des rapports entre groupes dominants et dominés » (p. 213). Mais tout en voulant dégager son approche de celle héritée de Marx, il convient avec les théories féministes que la domination est essentiellement de type structurel (il existe des rapports de classes) parce que « le contrôle des conditions structurelles de l'exercice du pouvoir social est souvent l'un des enjeux de l'exercice du pouvoir : le contrôle de ces conditions les transforme en "instruments" de la domination » (p. 216).

On peut s'interroger alors sur le caractère novateur de l'analyse, que ce soit par rapport à Marx ou à Weber, si elle se résume à :

« On aboutit alors à la définition suivante : la domination est une disposition à commander et à décider pour autrui dans des relations de pouvoir asymétriques, conformément à ses intérêts et au détriment des intérêts d'autrui, y compris lorsqu'autrui résiste à ce pouvoir ou refuse de s'y soumettre » (p. 224).

Autant on peut approuver Emmanuel Renault de « combiner cette double échelle d'analyse », à savoir « les dispositions acquises dans le processus de socialisation [qui] le sont

au travers d'interactions interindividuelles » et « la permanence des rapports sociaux de domination [qui] dépend de l'inertie des processus de socialisation mais aussi de rituels de confirmation dans les interactions » (p. 226), autant on se demande quel est le supplément analytique apporté. Quand Bourdieu conceptualisait l'habitus et son intériorisation quasi corporelle par le processus de socialisation, s'agissait-il d'une remise en cause du concept d'exploitation ? Et c'est Emmanuel Renault lui-même qui fait remarquer que :

« Dans les analyses de Marx, comme dans celles de Weber, le concept de dépendance est à la fois une catégorie analytique et une catégorie d'expérience : l'ouvrier est non seulement conscient de sa dépendance économique, mais aussi du fait qu'elle le contraint à sa propre exploitation » (p. 237-238).

Ceci est sans doute extrêmement juste mais c'était déjà compris et inclus dans les premières luttes ouvrières, bien avant même donc que l'intersectionnalité ne devienne une thématique, ainsi que le rappelait bien à propos Emmanuel Renault au début de son livre. L'exploitation est au cœur de la question sociale, dans la tête et le corps des exploités, c'est-à-dire en termes analytiques et en termes d'expériences vécues. Et l'auteur se démarque subtilement du Weber expliquant la légitimité « rationnelle » de la domination :

« L'expérience de la domination, dont on a déjà souligné qu'elle ne prend pas corps sur le marché mais dans les lieux de travail, ou dans un rapport entre activité d'échange marchand et activité de travail, a la capacité de faire apparaître la fausseté des ces principes de légitimation rationnelle. » (p. 248).

On ne peut que souscrire à cette remarque, mais derrière « le rapport entre activité d'échange marchand et activité de travail », qu'y a-t-il sinon la loi de la valeur ? On a beau chasser la valeur de l'analyse, elle revient sans cesse rappeler à l'ordre du capital et on voit mal comment on pourrait lutter contre celui-ci par l'instauration d'un revenu universel (p. 110, 254). Là encore, Emmanuel Renault a sans doute raison de plaider pour ne pas se contenter d'une réforme du droit du travail qui « laisserait intact un grand nombre des dominations qui structurent le processus d'exploitation » (p. 254-255), et il lui reste alors à théoriser l'expérience de l'injustice.

C'est ce qu'il entreprend dans le dernier chapitre de son livre. Son originalité tient à ce qu'il part « du constat que les expériences de l'exploitation comme injustice ont le travail pour cadre, de sorte que tout leur contenu normatif spécifique doit être pensé à partir du travail » (p. 258-259, aussi p. 268). Sa première observation consiste à déduire que, puisque Marx a théorisé l'échange d'équivalents (salaire contre valeur de la force de travail), « l'exploitation capitaliste doit être caractérisée par sa conformité à des principes de justice » (p. 259). Qu'est-ce qui peut fonder une telle déduction ? Jamais Marx n'a prétendu que l'équivalence marchande avait un quelconque caractère de justice. L'équivalence de deux grandeurs de marché n'est pas synonyme de justice, sinon le dénommé marché du travail serait fondamentalement juste. Plus encore, Emmanuel Renault remarque que Marx « était néanmoins conscient que le capitaliste se caractérise par une tendance à payer la force de travail en dessous de sa valeur » (p. 260, aussi p. 261), mais, en voulant atténuer son jugement précédent, il aggrave son contresens car l'exploitation ne se définit pas par un salaire en dessous de sa dite valeur<sup>28</sup>. Et Emmanuel renoue avec son leitmotiv tout au long du livre : à cause de sa théorie de la valeur Marx buterait sur l'exigence de justice sans laquelle l'exploitation ne peut être ressentie. Or, nous pensons qu'il n'y a pas de contradiction entre l'affirmation de l'existence d'un surtravail – qu'Emmanuel Renault confond semble-t-il avec surexploitation (p. 279) – et l'ambition de supprimer l'injustice parce que ce sont deux plans d'abstraction distincts, et qui ne peuvent donc se substituer l'un à l'autre. Et cela nous amène à une question d'ordre épistémologique sous-jacente depuis le début du livre : l'expérience

<sup>28</sup> Le tableau 6 fait état d'« un sentiment d'exploitation (si la rémunération est jugée inférieure à la rémunération normale de ce genre d'activité) » (p. 282, c'est moi qui souligne).

vécue est-elle substituable ou complémentaire à l'abstraction conceptuelle ? Emmanuel Renault penche pour la première option, et en cela il suit le fil d'Ariane qu'il avait tissé dans *L'expérience de l'injustice*, alors que nous préférons y voir une complémentarité. C'est d'ailleurs lui qui défait sa propre argumentation : il argue que Marx a réduit l'exploitation à une question de justice commutative dans l'échange, alors que l'exploitation a lieu dans la sphère de la production. Mais qui sinon Marx a relié l'exploitation au processus capitaliste de production ? Une fois de plus, Emmanuel Renault court le risque de confondre le lieu d'origine du processus d'exploitation de la force de travail et ce qui se déroule dans la phase de validation par le marché (dans le vocabulaire de Marx : les deux processus de « production du capital » et de « circulation du capital »).

Il s'ensuit que les conditions que met Emmanuel Renault pour qu'il y ait expérience de l'exploitation pourraient être plus consensuelles qu'il ne le prétend :

« Il faut donc qu'à une expérience de la justice distributive s'ajoute celle d'une injustice contributive ou celle d'une injustice compensatoire pour qu'il ait expérience de l'exploitation. » (p. 268).

Il fournit lui-même la réciproque de cette formule :

« Il faut qu'à l'expérience de la justice contributive ou de l'injustice compensatoire s'ajoute celle de l'injustice distributive pour qu'il ait expérience de l'exploitation. » (p. 269).

L'étude que mène Emmanuel Renault sur l'injustice se termine par une interrogation troublante :

« En définitive, les expériences de l'exploitation semblent suscitées par les exploitations qui sont comparativement les pires, par des formes de surexploitation, et non par la forme normale de l'exploitation » (p. 285).

Si c'est le cas, alors l'exploitation « normale » n'a plus de concept explicatif. Qu'en sera-t-il alors des luttes contre l'exploitation ?

La conclusion générale du livre d'Emmanuel Renault est à la fois une tentative de réponse à cette dernière question et l'illustration d'une méthodologie qui doit être discutée. Il écrit :

« La critique du capitalisme peut se fonder sur d'autres principes que ceux d'une théorie de l'exploitation. Les théories féministes ont montré qu'une pluralisation des conceptions de l'exploitation est requise, l'exploitation patriarcale étant irréductible à l'exploitation capitaliste, même si elles s'articulent étroitement. » (p. 287).

On voit clairement ici que tantôt le concept d'exploitation est entendu comme se rapportant exclusivement à l'exploitation de la force de travail salariée par le capital, obligeant à chercher d'autres concepts que celui-là, tantôt il est entendu comme englobant d'autres figures de l'exploitation. Emmanuel Renault, très certainement conscient de cette ambiguïté, détaille alors les critiques du capitalisme ; complétant celles inventoriées par Wright, il en dénombre treize illustrant « le déficit de légitimité du capitalisme (p. 288-289). Il y a là encore un problème de méthode : l'énumération des justifications de la critique du capitalisme ne dit rien du capitalisme lui-même. Le capitalisme impose une « souffrance sociale », première critique parmi les treize (p. 288), oui, bien sûr, mais ce constat indéniable ne vaut pas théorie, ne vaut pas concept. Il en est de même pour les douze autres défauts du capitalisme. Pourtant, Emmanuel Renault poursuit dans sa même logique :

« Il est nécessaire de faire usage d'autres formes de critique du capitalisme que celle de son caractère exploitatif. Il convient en effet de distinguer quatre formes de critique du capitalisme : celle de son caractère exploitatif, celle de son caractère écocidaire, celle de sa mise en péril de la reproduction sociale et celle de son incompatibilité avec les dynamiques d'approfondissement de la démocratie. » (p. 290).

Les objections restent donc les mêmes : l'exploitation est réduite à celle du capitalisme, alors que toute la problématique du livre est de dévoiler toutes les autres exploitations ; et il n'est pas démontré que les caractères écocidaire, antidémocratique ou mettant en péril la reproduction sociale ne relèvent pas de l'exigence de mise en valeur du capital, confrontée

aujourd'hui à des contradictions de plus en plus aiguës, d'où l'impasse de la récusation de la théorie de la valeur. Et Emmanuel Renault, d'une certaine manière, le confirme:

« Les effets écocidaire s'expliquent notamment par le fait que la course à la rentabilité implique une recherche de matières premières à bas coût et non pas seulement d'une recherche d'exploitation accrue. Les effets du capitalisme sur la reproduction sociale s'expliquent par sa tendance à tout marchandiser. [...] Rendre la production et la consommation plus respectueuses des écosystèmes et plus économes en ressources naturelles implique des baisses de rentabilité que les logiques capitalistes poussent à compenser par une baisse du salaire direct et indirect » (p. 290-291).

S'il n'y avait pas l'idée qu'on puisse trouver des matières premières sans employer de force de travail, on croirait à une citation du début du *Capital* de Marx sur « l'immense accumulation de marchandises ». On pourrait multiplier les exemples dans lesquels Emmanuel Renault procède ainsi en trois temps : Marx/critique de Marx/retour à Marx plus ou moins réussi, car :

« D'où cette objection classique : si l'on abandonne la théorie marxienne de la valeur, et il convient de le faire, la démonstration du caractère exploitatif du capitalisme s'effondre, elle aussi. L'objection n'est pas pleinement convaincante : il existe différentes manières de soutenir la thèse du caractère exploitatif du capitalisme indépendamment de cette théorie de la valeur. Une première manière de le faire part du constat que le capitalisme se caractérise par une dynamique conduisant à faire travailler toujours plus et de manière toujours plus intensive, afin de maintenir des niveaux de profit élevés ou de les accroître. » (p. 296).

Une dynamique pour faire toujours plus de profit. Donc faire de la valeur...

On est face à un chassé-croisé théorique dont le risque est l'imbroglio. Cela devient tellement manifeste qu'il ne peut échapper à l'auteur, pétri de culture et notamment de culture marxiste. Donc on en arrive à l'objectif final du livre, en filigrane dès son début : donner la priorité à une approche intersectionnelle par rapport à une analyse de classes :

« L'histoire du capitalisme ayant été jusqu'à présent indissociable d'un processus d'action réciproque entre les rapports sociaux de classe, de sexe et de race, on peut en conclure que le caractère exploitatif du capitalisme a toujours été tout à la fois classiste, sexiste et raciste. » (p. 305).

Mais le type d'intersectionnalité adopté ici se fait au prix 1) d'une exclusion de la loi de la valeur et donc d'une disparition de l'explication de la survaleur en tant que produit de la force de travail en vue de l'accumulation de valeur, 2) de la substitution de l'expérience d'exploitation au concept d'exploitation, 3) d'une mise à niveau de toutes les dominations, celle de classe en étant une comme les autres, dont il risque de résulter une invisibilisation des travailleurs en tant que producteurs de valeur<sup>29</sup>. Afin qu'il n'y ait aucun malentendu sur les réserves que nous émettons, précisons que l'impérieuse nécessité de reconnaître les rapports sociaux de sexe et de race et donc de combattre les dominations et injustices qu'ils engendrent n'implique pas, parce qu'ils ne sont pas réductibles au rapport capital/travail, de vider ce dernier de toute armature conceptuelle dans laquelle d'où vient la valeur et qui s'en empare sont les questions structurantes majeures. Autrement dit, le fait que toutes les formes d'exploitation ne relèvent pas du même concept analytique n'est en aucune manière un obstacle à la recherche de convergences entre ceux et celles qui bataillent pour les abolir. Cela dit, l'exploration d'Emmanuel Renault garde toute sa légitimité.

Mais on sait combien, fétichisme aidant, l'idéologie bourgeoise a toujours martelé l'inanité de la théorie la valeur de Marx pour mieux dissimuler précisément la ponction de plus-value et l'aliénation du travail. La suppression de ce bagage théorique venant cette fois du camp progressiste représenterait un risque. Le prolétariat ayant disparu des sciences sociales, l'évanescence de son exploitation diluée dans les salaires insuffisants ou les inégalités et la

<sup>29</sup> Jean-Marie Harribey, « L'invisibilisation des classes populaires », *Les Possibles*, n° 38, Hiver 2024, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/invisibilisation-classes-populaires.pdf>.

réduction du cadre structurel du capitalisme (le rapport salarial) à une discrimination au milieu des autres ouvrent-elles un nouveau chemin d'émancipation ? C'est le sens des questions posées aux hypothèses conceptuelles d'Emmanuel Renault à qui nous laissons cependant le mot de la fin pour lui dire que la critique n'a pour but que de nourrir la discussion :

« Les approches intersectionnelles fournissent donc des outils pour rendre compte de la spécificité des expériences de l'exploitation. Elles soulignent également l'importance d'une prise en compte conjointe de l'ensemble des rapports sociaux exploitatifs. » (p. 312-313).

Si la centralité de l'exploitation justifie que l'on y réfléchisse à nouveaux frais, la lutte pour son abolition permettra peut-être d'estomper les différends théoriques.